



Réponse du syndicat mixte Manche Numérique à la consultation publique portant sur l'ouverture des bandes de fréquences 57-66 GHz, 71-76 GHz, 81-86 GHz

Syndicat mixte Manche Numérique
235 Rue Joseph Cugnot
50000 Saint-Lô

Contact : Roland Courteille, Directeur Général
roland.courteille@manchenumerique.fr

Le syndicat mixte Manche Numérique, n'étant ni opérateur de télécommunications, ni industriel, n'est pas directement concerné par la présente consultation. En revanche, assurant le développement numérique du territoire, le syndicat mixte Manche Numérique répond de manière informelle –c'est-à-dire sans répondre individuellement à chaque question- à la dite consultation afin de faire connaître au régulateur sa position sur le sujet.

Les bandes de fréquences objet de la présente consultation font partie des plus élevées actuellement en exploitation. En conséquence, elles sont réservées à un usage strictement « point-à-point », applicable aux liaisons à haut voire très haut débit mises en œuvre dans les cœurs de réseaux hertziens. Comme ces fréquences sont élevées, les canaux afférents sont naturellement larges et, par voie de conséquence directe, les bandes passantes supportées par les liaisons exploitant ces fréquences sont importantes. Il est tout à fait envisageable de penser que des liaisons exploitant ces fréquences, pourront proposer à termes des débits binaires de plusieurs centaines de Mbit/s, voire quelques Gbit/s.

Les évolutions attendues dans le domaine des réseaux de téléphonie mobile semblent toutes indiquer une croissance très importante du trafic moyen consommé par les utilisateurs. En conséquence, les opérateurs mobiles titulaires des actuelles licences 3G et futures licences 4G auront besoin, afin de pouvoir répondre à cette demande, de considérablement augmenter la capacité de transport de leurs cœurs de réseau.

À l'heure actuelle, les cœurs de réseaux d'opérateurs mobiles sont essentiellement hertziens. Ces réseaux vont vraisemblablement évoluer dans les années à venir vers les infrastructures optiques. Cette transition, nécessitant dans de nombreux cas la construction desdites infrastructures, prendra *a minima* plusieurs années. En attendant la migration complète de ces cœurs de réseau vers les infrastructures optiques, afin de préserver la qualité de service offerte aux usagers, il nous semble indispensable que les opérateurs puissent avoir accès à ces bandes de fréquence offrant de grandes capacités de transport dans de bonnes conditions technico-économiques.

Par ailleurs, l'utilisation par les opérateurs de ces hautes fréquences pour tout usage qui pourrait être supporté par les fréquences hautes (liaisons de cœur de réseau par exemple), limiterait grandement le champ des possibles quant à l'aménagement numérique des territoires et en particulier rendrait difficile voire impossible une couverture quasi totale en matière de services de téléphonie dans un premier temps mais également de haut et de très haut débit à court et moyen termes. La préservation des fréquences les plus basses, permettra une réorganisation de l'ensemble du spectre préservant ainsi les possibilités de desserte des territoires.